

Le développement des technologies numériques, et en particulier des IA génératives, ne peut être compris en dehors des rapports de production dans lesquels elles s'inscrivent. Loin d'être neutres, ces technologies sont conçues, développées et déployées dans notre système capitalisme, dont elles intensifient les logiques d'exploitation.

Les IA génératives reposent sur l'appropriation massive de données produites collectivement. Textes, images, œuvres artistiques, savoirs et interactions sociales sont captés, agrégés et transformés en ressources exploitables par quelques grandes entreprises. Ce processus constitue une nouvelle forme d'exploitation: une extraction de valeur à partir du travail humain, souvent invisible, non rémunéré et dépossédé de ses conditions de production.

Dans le domaine artistique, ce processus est particulièrement visible. Le travail des créateurs et créatrices est intégré dans des systèmes qui en tirent profit sans reconnaissance ni redistribution. Il s'agit d'une forme contemporaine d'expropriation: la production culturelle est absorbée par des dispositifs industriels qui en capturent la valeur, contribuant à précariser encore davantage celles et ceux qui en sont à l'origine.

Cette logique s'étend à l'ensemble du champ social. Les utilisateurs produisent en permanence des données, qui deviennent une matière première exploitée par les plateformes. Le numérique organise ainsi une forme de travail diffus, fragmenté et non reconnu, qui alimente la valorisation du capital.

Par ailleurs, ces technologies reposent sur des infrastructures matérielles lourdes, inscrites dans des chaînes de production globalisées. Extraction de ressources (terre rares, cobalt, eau), fabrication d'équipements, centres de données énergivores: le numérique participe pleinement aux destructions environnementales propres au capitalisme.

La concentration des moyens de production numériques entre les mains de quelques acteurs renforce les rapports de domination. Ces entreprises contrôlent les infrastructures, les données et les outils, imposant leurs normes et leurs intérêts. Cette situation engendre une dépendance croissante des sociétés, limitant leur capacité à décider collectivement de leurs usages technologiques.

Dans ce contexte, la question de l'indépendance numérique ne peut être réduite à un enjeu technique. Elle est profondément politique. Disposer d'outils hébergés en France, soumis à des cadres publics et démocratiques, constitue une condition minimale pour limiter la dépendance aux grandes puissances technologiques. La souveraineté numérique suppose de sortir d'une logique de marché libéral pour investir dans des infrastructures publiques, développer des logiciels libres et nationaliser les moyens de production numérique.

Face à ces transformations, l'enjeu est de prendre le contrôle sur ses conditions de production et d'usage. L'IA générative, et de manière élargie le numérique ne doit pas être un nouvel instrument d'exploitation.